



UFAR : 20^E ANNIVERSAIRE

Henry Cuny

Ancien ambassadeur de France en Arménie

« Le développement de l'Arménie passe par la formation sur place de cadres nouveaux, selon une pédagogie innovante, tournée notamment vers les nouvelles technologies. En offrant des formations longues en marketing, gestion et droit des affaires, l'université française a pour ambition de donner à l'Arménie et à sa jeunesse de nouvelles armes pour répondre à ce grand défi d'avenir ».

UFAR –20^e anniversaire – Historique des débuts

Conjurer le passé en ne songeant qu'à l'avenir...

Très chers étudiantes et étudiants,

Vous fêtez aujourd'hui le 20^e anniversaire de votre université, l'Université française en Arménie – l'UFAR – et chacun de ces trois mots (université, française, Arménie) a son importance : ils sont inséparables et j'y reviendrai plus loin.

Votre Recteur a souhaité m'associer à cette célébration et même à y participer et je l'en remercie vivement. Pour des raisons familiales, j'ai préféré reporter ma visite, sans doute à l'automne prochain à l'occasion de la publication de la traduction en arménien oriental de mon dernier livre inspiré par la vie de Komitas que vous m'avez fait l'honneur de présenter ici même le 13 octobre dernier. Bertrand Venard souhaitait que je vous parle de « l'histoire de la création de l'UFAR » qui est aussi un chapitre de ma vie, pas seulement professionnel, mais une expérience humaine d'une grande richesse. Je ne m'attendais pas à cette aventure en prenant ce premier poste d'ambassadeur dans votre pays et elle reste, vingt ans plus tard, l'une des plus chères à mon cœur.




Beaucoup de choses se sont jouées dans les toutes premières semaines de mon arrivée, en janvier 2002, lorsque découvrant avec mon épouse votre capitale, Erevan, cette «ville rose» comme disent les Arméniens, mais où la vie était un peu grise (niveau de vie, confiscation par quelques-uns des richesses économiques, démocratie en pointillé), nous fûmes à de nombreuses reprises abordés par des jeunes avec la même question : que doit-on faire pour partir en France? Avec quel diplôme? J'étais profondément attristé de voir que ces jeunes gens n'imaginaient pas leur avenir dans leur pays et ne concevaient l'octroi d'un diplôme (et peu importait lequel) que comme un visa d'entrée en France. Et je me suis, en ces premières semaines, forgé la conviction que les jeunes Arméniens avaient le droit aux mêmes diplômes que mes enfants et à un avenir dans leur pays. Dans son premier numéro, daté de février 2002, le mensuel de l'ambassade créé dès mon arrivée indiquait : « *Le développement de l'Arménie passe par la formation sur place de cadres nouveaux, selon une pédagogie innovante, tournée notamment vers les nouvelles technologies. En offrant des formations longues en marketing, gestion et droit des affaires, l'université française a pour ambition de donner à l'Arménie et à sa jeunesse de nouvelles armes pour répondre à ce grand défi d'avenir.* »

J'annonçais en même temps que l'Université se dotait d'un Conseil des étudiants qui aurait pour tâche d'en faire un espace animé et résolument novateur. Il y a, dans ce mot «université», le sens d'une communauté et de l'universel. Elle ne s'appelait pas encore l'UFAR, mais

l'UFA; elle n'avait ni statut, ni bâtiment en propre, ni recteur, seulement un jeune et dévoué secrétaire général français qu'on venait régulièrement réveiller à quatre heures du matin pour se plaindre, menaces à l'appui, des mauvaises notes d'un tel ou d'un tel.

J'indiquais, dès ma première rencontre avec les étudiants, qu'ils avaient une triple responsabilité : celle de leur avenir; celle de leur université qui reposerait sur la qualité du diplôme, sur laquelle il n'y aurait aucune tolérance; celle du développement de leur pays. Ils affichèrent dans le hall dès le lendemain mes propos que j'avais fait traduire par mon interprète et on m'indiqua qu'ils en avaient fait la Charte de l'université. Dans la foulée j'annonçais que ceux qui n'auraient pas la moyenne en fin d'année (donc en juin 2002) devraient poursuivre leurs études ailleurs. Une quarantaine durent quitter l'université. Dans les jours qui suivirent au moins un journaliste et quatre députés me téléphonèrent pour se plaindre que leur fils (toujours des garçons...) faisait partie du lot et qu'ils ne comprenaient pas pourquoi. Je répondis que dans une université française le jury était souverain. Au quatrième appel, j'appelai moi-même la présidence de la République pour m'étonner de ces interventions et bien faire entendre que je n'en accepterai aucune, fût-elle de la présidence. Les choses rentrèrent dans l'ordre mais sous vigilance constante.

Le combat pour que cette université mérite de s'appeler française fut rude et il fallut attendre le 13 novembre 2003 pour qu'un statut conforme à mes vœux, c'est-à-dire déposant – pour



les raisons que je viens de dire – toute l'autorité entre les mains d'un recteur français, fut agréé par la France et l'Arménie. L'UFAR comptait alors déjà 650 étudiants. À partir de la troisième année, les études et recherches devaient en priorité se focaliser sur les problématiques de l'Arménie et de son environnement régional, afin de faire de cette université un laboratoire d'idées pour le développement du pays. Le premier Recteur, Paul Rousset, entama un travail remarquable qui aboutit rapidement à un cursus L.M.D. (licence, master, doctorat) avec diplômes d'État français et cartes d'étudiant de l'université de Lyon 3. Il n'y a pas d'autres exemples au monde en dehors de nos frontières et il me fallut expliquer à Paris qu'on pourrait entrer à l'université française sans connaître un mot de français et qu'on y apprendrait aussi bien l'anglais, incontournable dans une «business school», tout en perfectionnant le russe, atout essentiel pour les jeunes Arméniens afin de garder une ouverture professionnelle sur tout l'immense espace ex-soviétique dont faisait partie votre pays. À Paris, ces innovations n'allaient pas de soi...

Si ce combat a été gagné, c'est grâce aux étudiants auxquels j'ai indiqué dès le départ qu'ils seraient les avocats de leur université, par leur probité, leur travail et leur réussite. La porte de mon bureau leur était toujours ouverte afin qu'ils puissent m'informer de tout problème. Ils m'accompagnaient sur les plateaux de télévision pour expliquer eux-mêmes en quoi cette université était novatrice. À mon tour je les accompagnais le week-end dans leur découverte du pays afin

de conjurer ce manque de curiosité et d'espérance que j'avais ressenti chez les jeunes qui m'abordaient dans les premiers jours de ma mission.

Ma plus grande récompense fut, au terme de mes 5 ans de mission, la réussite de nos juristes au grand concours René Cassin qui réunissait cette année 2006 une quarantaine des plus vieilles et prestigieuses universités d'Europe et qu'ils remportèrent brillamment. À mon arrivée 9 sur 10 ne parlaient pas un mot de français, n'avaient aucune idée de ce qu'était une dissertation à la française ; durant deux ans ils durent se contenter d'une université sans statut, sans Recteur et sans bâtiment en propre dont je ne pus finaliser l'acquisition que début 2004. Ma plus grande récompense aujourd'hui est de savoir que 93 % de nos diplômés exercent des responsabilités en Arménie.

Vous devez beaucoup à ces premières promotions qui se sont battues à mes côtés pour que cette université soit la référence indiscutable qu'elle est devenue en Arménie comme en France et bien sûr aux Recteurs et professeurs qui se sont succédé pour l'enrichir.

*P.S. Pour les curieux je joins à ces quelques mots un calendrier des principales avancées de l'UFAR au cours de ces cinq années. Je les renvoie aussi aux pages consacrées à «**L'esprit de l'UFAR**» dans mon essai «*Arménie : l'âme d'un peuple*» (p.71-80). Enfin ils pourront relire en arménien les propos que j'ai tenus à leurs aînés lors de notre première rencontre en février 2002 et qu'ils m'avaient fait l'honneur d'afficher dans le hall.*

Henry Cuny



Historique des débuts de l'UFAR durant ma mission

(janvier 2002, octobre 2006)

Février 2002 : première rencontre avec les étudiants; création d'un Conseil des étudiants.

Mars 2002 : projet de centre de technologies qui pourrait être hébergé à l'UFA

Mai 2002 : première rencontre des étudiants avec le monde des affaires dans la perspective de création d'une Chambre de commerce européenne; lancement d'une Junior Entreprise; fondation du «Transcaucase club», club de randonnées pour découvrir les richesses touristiques du pays; constitution d'une section de boxe française (savate)..

Juin 2002 : le Transcaucase club à Goshavank. L'UFA se dote de nombreux clubs : « international », « intellectuel », y compris un club d'échecs. Introduction en 3^e année des « dossiers d'études » réalisés par équipe de 4 étudiants, exercice totalement nouveau, loin de l'apprentissage livresque.

Mai 2003 : l'Université française reçoit, le 15, le Secrétaire Général de l'OTAN, Lord Robertson sous un feu de questions ardues des étudiants et, le 22, Charles Aznavour.

Janvier 2004 : avec 650 étudiants, l'Université française en Arménie, désormais UFAR, est d'ores et déjà la plus grande université française hors hexagone.

Octobre 2004 : présentation du Master « Entrepreneuriat et Management des petites et moyennes

organisations » élaboré avec l'université de Lyon 3, en collaboration avec le tissu entrepreneurial local et notamment *Hai Consult*.

Février 2005 : depuis le 31 janvier, grâce aux partenariats noués avec les milieux professionnels, 86 étudiants de 5^e année effectuent leur stage de fin d'études et se voient confier des missions dans l'entreprise.

15 juillet 2005 : remise des diplômes à la première promotion de l'UFAR : 21 en faculté de commerce, 24 en gestion, 26 en droit (soit 71 étudiants diplômés) en présence du Président de la République, Robert Kotcharian. La cérémonie s'est déroulée au Théâtre Soundoukian, comble, et retransmise par les 11 chaînes de télévision. Signature par le Président de l'université Lyon3 et le Recteur Paul Rousset des conventions permettant l'obtention par les étudiants de l'UFAR de diplômes nationaux français, Licence et Master.

Été 2006 : Brigitte Girardin, Ministre délégué à la Coopération, au Développement et à la Francophonie félicite les étudiants de « *l'Université française en Arménie, qui est aujourd'hui notre plus grand établissement d'enseignement supérieur à l'étranger et qui vient d'obtenir la première place au concours des droits de l'homme René Cassin* ».

Septembre 2006 : les étudiants participent à la préparation, à l'accueil et à la visite du Président Jacques Chirac, la première d'un chef d'État français en Arménie.

•